Gaza-Rafah. « Une horreur indescriptible ». Mais l'aide militaire à Israël continue

vendredi 16 février 2024, par GRIFFITHS Martin (Date de rédaction antérieure : 14 février 2024).

Nous publions ci-dessous une traduction française de la déclaration de Martin Griffiths, secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires et coordinateur des secours d'urgence à l'ONU (OCHA), faite le 13 février à propos de l'opération militaire israélienne à Rafah.

Ibrahim Hasouna, seul survivant de sa famille, se tient au milieu des débris de sa maison bombardée à Rafah le 12 février. Il a perdu huit membres de sa famille, dont trois enfants.

En forme d'introduction, il nous semble utile – en fait indispensable – de citer un article de Baudouin Loos du grand quotidien belge *Le Soir* du 13 février. Ce dernier, à propos de la mise en garde, plus que justifiée, de Martin Griffiths, pose une question essentielle : « Et que fait le monde ? Il exprime son « inquiétude » ! Prévient qu'une telle offensive entraînerait « une catastrophe humanitaire indescriptible », comme l'a dit l'Européen Josep Borrell. Estime qu'il y a « beaucoup d'innocents qui meurent de faim, beaucoup d'innocents qui sont en difficulté, et il faut que cela cesse », selon les mots de Joe Biden himself [voir sur ce site l'article ayant trait au soutien militaire renouvelé, appuyé par les démocrates du Sénat, au gouvernement Netanyahou] Les leviers existent : cesser de livrer des munitions à l'Etat hébreu, comme le suggère le même Josep Borrell. Comme l'écrit dans une tribune publiée par le journal *Haaretz* l'intellectuel palestinien israélien Odeh Bisharat, "pendant qu'ils émettent des avertissements et versent des larmes de crocodile, ces mêmes dirigeants continuent de fournir à Israël des armes, de l'argent et un soutien diplomatique". » **(Réd. A l'Encontre)**

* * *

Martin Griffiths, 13 février 2024

« Le scénario que nous redoutons depuis longtemps se déroule à une vitesse alarmante.

Plus de la moitié de la population de Gaza – bien plus d'un million de personnes – est entassée à Rafah, regardant la mort en face : ils n'ont pas grand-chose à manger, n'ont pratiquement pas accès aux soins médicaux, n'ont nulle part où dormir, nulle part où aller en toute sécurité [1].

Comme l'ensemble de la population de Gaza, ils sont victimes d'une offensive d'une intensité, d'une brutalité et d'une ampleur inégalées.

Selon le ministère de la Santé, plus de 28 000 personnes – principalement des femmes et des enfants – ont été tuées dans la bande de Gaza.

Pendant plus de quatre mois, les travailleurs humanitaires ont fait l'impossible pour aider les personnes dans le besoin, malgré les risques qu'ils encouraient et les traumatismes qu'ils subissaient.

Mais le dévouement et la bonne volonté ne suffisent pas à maintenir des millions de personnes en vie, à les nourrir et à les protéger, alors que les bombes tombent et que l'aide humanitaire est étouffée.

A cela s'ajoutent le désespoir généralisé, l'effondrement de l'ordre public et la suppression du financement de l'UNRWA [2].

Les conséquences sont que les travailleurs humanitaires sont la cible de tirs, de menaces, d'attaques et de meurtres [3]. Cela fait des semaines que je dis que notre réponse humanitaire est en lambeaux.

Aujourd'hui, je tire à nouveau la sonnette d'alarme : les opérations militaires à Rafah pourraient conduire à un massacre à Gaza [4]. Elles pourraient aussi laisser une opération humanitaire déjà fragile à l'article de la mort. Nous ne disposons pas des garanties de sécurité, de l'aide et du personnel nécessaires pour maintenir cette opération à flot.

La communauté internationale a mis en garde contre les conséquences dangereuses d'une invasion terrestre à Rafah. Le gouvernement israélien ne peut pas continuer à ignorer ces appels.

L'histoire ne sera pas tendre. Cette guerre doit cesser. »

Martin Griffiths

P.-S.

• A l'Encontre le 14 février 2024 : https://alencontre.org/moyenorient/palestine/gaza-rafah-une-horreur-indescriptible-mais-laide-militaire-a-israel-continue.html

Notes

[1] L'annonce du « massacre » en voie de « réalisation » à Rafah fait parfois oublier la trajectoire de centaines de milliers de Gazaouis depuis octobre 2023. Tareq S. Hajjaj, sur le site Mondoweiss, le 13 février, rapporte les paroles d'Ibrahim Barda', père de six enfants qui a fui la ville de Gaza avec sa famille, s'est réfugié à l'hôpital européen situé entre Khan Younès et Rafah : « J'ai passé toute la guerre à me déplacer d'un endroit à l'autre. J'ai monté ma tente pour la démonter peu de temps après, laissant mes enfants nus dans le froid jusqu'à ce que nous trouvions un nouvel endroit où nous abriter. J'ai écouté tous les ordres de l'armée israélienne, et nous nous dirigions toujours vers la dernière "zone de sécurité" désignée par l'armée. Et maintenant, nous sommes près de Rafah [à Khan Younès], et si l'armée nous ordonne d'aller au sud, à Rafah et qu'elle nous envahit, je ne sais pas où nous pourrons aller ensuite. Il n'y a plus d'endroit où aller à Gaza. La seule option que nous ayons est de continuer à être encerclé par la mort. » (Réd.)

[2] Nous reviendrons sur l'opération politique du gouvernement israélien, qui n'est pas nouvelle, de frapper l'UNRWA. Le 30 janvier 2024, Le Monde consacrait un premier article à cette question, soulignant : « L'extrême droite rêve de faire fermer l'UNRWA. Or ses arguments ont acquis un droit de cité inédit en Israël depuis le 7 octobre 2023. L'agence y est désormais

assimilée au Qatar, accusé par Benyamin Nétanyahou d'avoir soutenu et financé le Hamas. Le premier ministre tâche ainsi d'éluder ses propres responsabilités, après avoir lui-même encouragé l'émirat à fournir à Gaza une aide financière directe, afin d'y maintenir un calme trompeur. Depuis trois mois, la patronne d'un lobby parlementaire pour une réforme de l'UNRWA, Sharren Haskel (droite), a voyagé à Bruxelles et dans des capitales européennes pour convaincre les donateurs de cesser de financer l'agence. »

Selon Luis Lema (Le Temps, 23 novembre 2023), un travail similaire de lobby a été effectué dans les sphères politiques helvétiques par la juriste Anne Herzberg, qui travaille pour NGO Monitor. Elle a aussi œuvré à ce que les « bailleurs occidentaux » coupent des fonds à des ONG palestiniennes. (Réd.)

[3] Outre les médecins, infirmiers et employés des structures humanitaires, les journalistes palestiniens sont ciblés par les militaires israéliens, pour tenter de faire taire les voix qui offrent une autre approche et image de la situation à Gaza que celle des journalistes « embedded » (embarqués) dans des chars israéliens. Reporters sans frontières indique qu'en « quatre mois de conflit, le journalisme palestinien a été décimé jour après jour, par les forces armées israéliennes, en toute impunité : plus de 84 journalistes ont été tués ». Reporters sans frontières a déposé un appel au Conseil de sécurité de l'ONU, « afin qu'il fasse appliquer, en urgence, sa résolution 2222 (2015) sur la protection des journalistes ». Selon le Committee to Protect Journalists, le 14 février, 85 journalistes et travailleurs des médias ont été tués, 16 blessés, 4 disparus et 25 arrêtés. (Réd.)

[4] Dans un entretien téléphonique avec le quotidien Libération, en date du 14 février, Pascal Hundt, responsable du CICR (Comité international de la Croix-Rouge) dans la bande de Gaza, s'alarme d'une « horreur indescriptible » dans la bande de Gaza. A la question « Quelles pourraient être les conséquences d'une offensive militaire israélienne à Rafah ? », il répond : « Ce serait un carnage. On a vu l'opération de sauvetage de deux otages dimanche, certains avancent un bilan de 70 morts. Il s'agissait d'une opération ciblée. Imaginez une offensive massive, dans une zone aussi densément peuplée, avec des gens qui ne peuvent pas fuir dans un endroit considéré comme sûr avec un accès aux services essentiels, que ce soit la nourriture ou des hôpitaux. Ce serait un désastre qui s'ajouterait à la crise actuelle. Tout le monde connaît l'horreur absolument indescriptible de la situation à Gaza. Je n'ai plus de superlatifs pour la décrire. » (Réd.)